

Budget 2023 :

Le déséquilibre fiscal au détriment des intérêts du Québec

Ottawa, le 28 mars 2023 – Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et Kristina Michaud, députée d’Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia, accueillent froidement un budget dans lequel les libéraux concrétisent leurs engagements envers le NPD pour se maintenir au pouvoir ainsi que leur entente forcée en santé avec le Québec et les provinces, sans se protéger face à une détérioration de la situation économique.

« Le gouvernement de Justin Trudeau et Jagmeet Singh abuse du déséquilibre fiscal, des crédits périmés et d’un système de santé sous-financé pour remplir les engagements lui permettant de se maintenir au pouvoir. Il faudra aussi surveiller de près des crédits d’impôt substantiels destinés à la transition écologique, mais susceptibles de profiter à des entreprises qui sont tout sauf écologiques, comme les pétrolières. Sans filet en cas de récession, ce second chapitre du gouvernement libéral-NPD devrait assurer sa survie immédiate, sans s’intéresser aux intérêts spécifiques du Québec ni aux demandes formulées par les intervenants socio-économiques québécois. Il semble se ménager de la marge de manœuvre pour un budget beaucoup plus électoraliste en 2024 », a constaté M. Blanchet.

L’argent du NPD et des provinces au rendez-vous

Les demandes budgétaires du NPD en matière d’assurance dentaire et de prolongement de la bonification du retour de TPS, rebaptisé pour l’occasion « remboursement pour l’épicerie », sont comblées. Les nouvelles sommes comprises dans la décevante entente entre Ottawa, Québec et les provinces sur le financement de la santé sont aussi budgétées jusqu’en 2028. « Sans être une grande nouvelle pour les ménages québécois, certains trouveront réconfort dans ce soutien prolongé face à la hausse du coût de la vie. On dirait que le gouvernement s’est contenté de cocher les cases les plus élémentaires pour traverser une année de plus. Il faudra regarder ailleurs que dans ce document pour trouver une quelconque vision d’avenir », a signalé Kristina Michaud

21 G\$ vers la transition écologique

L’autre élément-clé consiste en des investissements frôlant 21 G\$, essentiellement en crédits d’impôt à l’électricité propre, l’économie verte, le transport et les technologies écologiques. « Le Bloc Québécois reproche qu’une partie significative de ces sommes pourra aider des entreprises comme les pétrolières à polluer moins plutôt qu’à réduire leur production et transiter vers le 21^e siècle. L’impact de ces sommes non négligeables reste à déterminer. Sous forme de crédits d’impôt ou de fonds administrés par des sociétés d’État, il sera difficile de suivre au pas ces investissements et d’assurer l’imputabilité des bénéficiaires. Le Bloc sera vigilant afin d’éviter toute forme d’écoblanchiment », a assuré la députée d’Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia.

Les demandes du Québec omises

L’exercice financier 2023 ne répond pas aux principales demandes prébudgétaires formulées par les différents groupes d’intérêts québécois. « Le budget ne répond que partiellement à deux demandes du Bloc Québécois. Nous soulignons le renfort dans le financement de l’éducation en français hors Québec, mais déplorons qu’il soit noyé dans un budget total incluant du soutien pour l’anglais au Québec. Des réinvestissements légers permettent d’espérer de meilleurs services à la population de la part de l’État. Autrement, sans surprise, les transferts en santé s’en tiennent au niveau insuffisant de l’entente forcée de cet hiver. Les aînés ne trouveront pas un sou de plus pour assurer leur qualité de vie. L’assurance-emploi est complètement négligée, malgré les difficultés du régime. Alors que le gouvernement aurait dû se recentrer sur les missions fondamentales de l’État fédéral en cas d’éventuelle récession, le gouvernement livre un budget faisant preuve de plus de vision pour son propre avenir immédiat que pour celui des Québécois », a conclu Kristina Michaud.